

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire de l'IS
Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, 25-26 mai 2018

DÉCLARATION

Original : anglais

Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Petersbourg, en Russie, les 25 et 26 mai, 2018 accueilli par son parti membre dans ce pays, Une Russie juste, a débattu de la contribution de notre mouvement à l'avancement de la démocratie et de ses institutions, à la résolution et à la prévention des conflits et au renforcement de la paix dans la région, ainsi qu'au déploiement d'une stratégie commune pour renforcer la social-démocratie dans la région.

Le Comité a pris note que la social-démocratie est un mouvement en plein essor dans la région, où les partis membres jouent un rôle de plus en plus important dans la vie politique de différents pays, et a réaffirmé que les principes et les valeurs qui inspirent notre Internationale sont reconnus et partagés par un nombre croissant de citoyens, ouvrant la voie à une plus grande représentation des partis membres de l'IS aux mouvements sociaux, aux parlements et aux gouvernements de la région. Le Comité a pris acte que les travaux de nos membres en faveur des libertés et des droits fondamentaux, au nom des plus vulnérables, ont contribué à progresser vers les objectifs démocratiques et à consolider la paix. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire.

Parmi les enjeux mentionnés dans le cadre de ce Comité, les membres ont rappelé qu'il est nécessaire de garantir à tous les citoyens ressortissants des pays de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire la jouissance d'un accès libre et équitable à différents médias écrits et électroniques, tels que la télévision, la radio, l'Internet et d'autres sources d'information, notamment les médias officiels, ceux de l'opposition et la presse étrangère. L'imposition de barrières, dont celles sanctionnées par la législation, à la libre distribution et à l'accès à une information de qualité a soulevé de fortes objections, ainsi que les différentes méthodes visant à influencer ou à avoir un effet sur les médias libres et ceux y travaillant, notamment les poursuites contre les journalistes locaux et étrangers.

Le Comité regrette l'impasse armée dans laquelle se trouve le sud-est de l'Ukraine et appelle à un règlement pacifique du conflit conformément aux Accords de Minsk et au Format Normandie. Le Comité a lancé un appel au président Vladimir Poutine en Russie et au président Petr Poroshenko en Ukraine à adopter une initiative humanitaire et à procéder à l'échange de prisonniers : les Ukrainiens emprisonnés en Russie pour les Russes emprisonnés en Ukraine, sur la base du principe de « tous pour tous ».

Concernant le Belarus, le Comité a exprimé son inquiétude au sujet des pressions exercées sur les membres et les représentants de la société civile, sur le parti membre de l'IS, le Parti social-démocrate « Narodnaya Gramada », sur le syndicat radioélectronique et sur d'autres organisations démocratiques et sociales du pays. Le Comité exhorte les autorités à cesser immédiatement toute oppression motivée par des raisons politiques et à libérer sans attendre tous les prisonniers politiques. Le Comité exhorte également les autorités biélorusses à plus de transparence lors des processus électoraux et mécanismes de décompte des voix dans le pays.

Concernant la situation en Arménie, le Comité exprime son soutien au mouvement populaire et applaudit toutes les parties pour la transition pacifique du pouvoir en cours, en espérant que le processus se poursuivra dans le plein respect de la Constitution du pays. Le comité soutient le parti membre de l'IS en Arménie, ARF-Dashnaksutyun, alors qu'il déploie des efforts soutenus pour

réformer le gouvernement fédéral, dans le but de créer un système parlementaire qui veille à une séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire du gouvernement dans son ensemble. Dans ce contexte, le Comité soutient son parti membre dans sa lutte contre les monopoles illégaux, contre la corruption, en faveur d'une justice sociale et pour donner plus de pouvoir à l'opposition parlementaire, pour un système gouvernemental plus décentralisé et pour un gouvernement plus ouvert, transparent et responsable, à tous les niveaux.

Face à la recrudescence de l'utilisation et de l'application de sanctions comme outils politiques régissant les relations entre les différents États, tout en prenant en compte le besoin de renforcer le dialogue et les contacts entre les différents acteurs politiques internationaux pour réduire les différences, le Comité a estimé que de telles mesures devraient exclure les restrictions aux déplacements imposées aux leaders politiques et aux députés qui jouissent habituellement d'une immunité dans les systèmes politiques démocratiques.
